

**Findel: au mépris de la loi**

"Y a-t-il un pilote dans le ministère de l'environnement?", c'est sous ce titre que l'avocat Marc Elvinger, s'exprimant à titre privé dans un courrier de lecteur, critique vivement la manière dont le dossier du Findel a été traité. Depuis la première autorisation pour une extension de l'aérogare en 1999, les ministres de l'environnement successifs ont soutenu que le bruit des avions ne faisait pas partie des "activités connexes" de l'aéroport, rappelle Elvinger. Par conséquent, ce dossier du commodo-incommodo ne contenait aucune limitation du niveau de bruit aérien, tout comme celui relatif à l'autorisation la plus récente, en mars 2007 (woxx no 894). Entre-temps, plusieurs recours de riverains, ONG et communes contestant cette logique avaient conduit à l'annulations des autorisations successives. Constatant que l'autorisation de 2007 mentionne une cartographie du bruit pour les années à venir, Elvinger s'interroge: "L'autorisation dès aujourd'hui donc et la protection des riverains pour demain, ou après-demain, ou Dieu sait quand. Et pour quand le souci de la légalité?" L'avocat met en parallèle ce dossier avec celui de l'autoroute de la Sarre - il a lui-même plaidé dans les deux affaires contre l'Etat luxembourgeois. Dans chaque cas, l'Etat a persisté à ignorer les jugements successifs et tenté d'imposer une autorisation incomplète respectivement un tracé illégal. Retards et frais supplémentaires massifs en ont été la conséquence dans le cas de l'autoroute, et risquent de se reproduire dans le cas de l'aéroport.

**Zukunft des Waldes**

"Der Zustand des Luxemburger Waldes ist stabil - auf schlechtem Niveau", so die Diagnose von Umweltminister Lucien Lux am vergangenen Dienstag bei der Vorstellung des Waldschadensberichts 2006. Dies ist der erste Bericht seit dem Jahr 2000, zwischenzeitlich waren die Erhebungen wegen Personalmangels ausgesetzt worden. Neben der Luftverschmutzung sind es die langen Trockenperioden, die den hiesigen Wäldern zu schaffen machen. Die in dieser Hinsicht besonders empfindliche Buchen drohen, im Zuge des Klimawandels, aus vielen Wäldern zu verschwinden. Doch auch der Zustand der Eichen, vor allem in Niederwäldern, hat sich in den vergangenen sechs Jahren verschlechtert. Die Forstverwaltung sieht diesen Bericht auch als Ermutigung für ihre Politik des naturnahen statt des traditionellen Waldbaus an: Ein standortgerechter Mischwald sei widerstandsfähiger gegen Krankheiten und passe sich den Klimaveränderungen besser an.

**ADR: zurück zum Populismus**

Nachdem das Aktionskomitee für Demokratie und Rentengerechtigkeit sich in Alternative Demokratische Reformpartei umgetauft hatte, durfte man gespannt sein wie sich die Partei weiter entwickeln würde und was insbesondere unter dem Begriff "Alternativ" zu verstehen ist. Neben dem Aufdecken von verschwenderischem Umgang mit Steuergeldern, scheint die ADR ihre Zukunft in der Vergangenheit zu suchen: Dem rechtslastigen Populismus. Unter der Federführung des ADR-Abgeordneten Jacques-Yves Henckes wurde Donnerstagabend eine Initiative "contre le projet de construction d'un nouveau foyer pour toxicomanes" in der Bonneweger rue du Dernier Sol gegründet. Per Handzettel wurden die Anrainer aufgefordert, besonders zahlreich zur konstitutionellen Sitzung zu erscheinen und vor allem sämtliche Kinder anzuschleppen. Ein Foto aller Betroffenen soll die politisch Verantwortlichen auf die Gefahren aufmerksam machen, die von dem Projekt einer Fixerstube ausgehen. Wie "unabhängig" die Initiative ist, zeigt allein die Tatsache, dass nicht nur am gleichen Tag die ADR zum gleichen Thema eine Pressekonferenz veranstaltet hat, sondern auch dass die Einladung an die Presse über die ADR-Faxnummer verschickt wurde.

*Pour Arnaud Zacharie le moment est venu de repenser les fameuses institutions de "Bretton Woods", issues de la Deuxième Guerre Mondiale. Dans un système réformé, le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale auraient un rôle important à jouer.*

(Photo: CNCD, Belgique)

**FINANCE ET DEVELOPPEMENT**

## "On a besoin d'un système global stabilisé"

**woxx: La légitimité des institutions financières internationales a été ébranlée dans les années 90 où plusieurs crises financières ont éclatées. Quel était le dénominateur commun de ces crises?**

**Arnaud Zacharie:** D'une part, les pays qui ont connus des crises avaient opéré des libéralisations des flux de capitaux suite aux demandes du FMI. D'autre part, il y a eu une contagion de proche en proche. Les mesures d'austérité qui ont été demandées au lendemain des débuts de crise ont mené à une diminution des importations des pays initialement concernés, touchant de ce fait les pays voisins avec lesquels ils entretenaient des relations économiques plus intensives. Il faut mentionner que la Malaisie a refusé l'aide du FMI après le déclenchement de la crise et qui mis en place un système de contrôle des mouvements de capitaux. Le Chili aussi avait adopté un tel système dès le début des années 90. On a pu constater par la suite que ces deux pays ont mieux résisté à la crise. Contrairement à ce qu'avaient annoncé les experts du FMI, les mouvements de capitaux non contrôlés se sont avérés comme étant pro-cycliques, c'est-à-dire qu'ils ont aggravé la crise au lieu de la freiner. En dehors de cela, les mouvements de capitaux se sont avérés fortement spéculatifs, dans la mesure où les détenteurs de capitaux, après avoir réalisé des plus-values, ont préféré sortir des pays émergents de l'époque.

**En 2002, les Nations Unies ont adopté le "consensus de Monterrey" qui devait remédier aux défaillances du système. Qu'est-ce qu'on nous proposait alors?**

En théorie, Monterrey a répondu à la plupart des problèmes relevés lors des crises des années 90. Il reconnaissait l'hétérogénéité des contextes nationaux et régionaux en ce qui concerne le développement. Le mythe de la recette unique a été remis en question. D'autre part, le consensus visait un nouvel système financier international avec à la base une stabilisation des cours de change - tout à fait

à l'opposé libéralisation totale connue avant. Finalement on voulait revaloriser le rôle de l'aide publique au développement (APD) qui avait fortement chuté au cours de la décennie précédente, où l'on avait prôné les investissements privés, jugés plus efficaces.

**Aujourd'hui vous révélez des paradoxes: Le consensus n'a-t-il pas fonctionné?**

Le FMI a voulu mettre en place une nouvelle architecture du système financier international, mais on a accouché d'une souris. Le régime de non stabilisation au niveau global est resté en place. Deuxièmement, alors qu'on avait mis en avant l'importance des stratégies nationales spécifiques, on voit que les marges de manoeuvre des différents gouvernements ont encore été réduites. En effet, on a ajouté de nouvelles conditionnalités ciblées sur la bonne gouvernance et la lutte anti-corruption. A priori ce sont des objectifs louables, mais on a dénombré, par exemple, plus de 165 conditions à remplir par les pays de l'Afrique sub-saharienne. Troisième paradoxe: en matière d'APD et d'allègement des dettes, les mesures annoncées en 2005 comme "historiques" se révèlent tout à fait insuffisantes pour atteindre les objectifs annoncés. Les derniers chiffres de l'OCDE le montrent: on n'est qu'à 0,3% du PNB en moyenne d'APD en ce qui concerne les pays donateurs, alors qu'on nous promet 0,7% pour 2015. Impossible d'atteindre cet objectif au rythme actuel.

**Justement, en 2000, les Nations Unies se sont dotées des objectifs du millénaire qui au-**

**raient dû relancer le développement. Etait-ce une fausse stratégie?**

Les objectifs du millénaire étaient le plus petit commun dénominateur. Ils ont l'avantage d'être quantifiables. On peut donc les évaluer de manière objective. Et puis ce sont des objectifs réalistes, bien en recul par rapport aux promesses retenues au moment des importants sommets en 1995 à Copenhague, et en 1996 à Rome. On avait promis de réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour et celui des malnutris. Les objectifs du millénaire, arrêtés en 2000, ne visent plus qu'à réduire de moitié la proportion des personnes touchées par l'un ou l'autre de ces critères - comme la démographie dans les pays visés a évolué, le nombre des personnes laissées pour compte par la stratégie a fortement augmenté. Fatalement, on ne va même pas atteindre ces objectifs modestes. Depuis un certain temps, de plus en plus de pays émergents remboursent de façon anticipée leurs prêts, parce qu'ils ne veulent plus des contraintes, alors que la promesse de stabilisation n'a pas été tenue. On observe par contre des dynamiques au niveau régional. Par exemple en Asie, où dès 2000 huit pays ont mis en commun des réserves pour anticiper d'éventuelles crises financières. En Amérique Latine, ce mois-ci, une Banque et un Fonds monétaire du Sud verront le jour, regroupant six pays de la sous-région. Parallèlement la Banque mondiale et du FMI vivent une grave crise. Ainsi l'encours des prêts du FMI

est passé de 103 milliards de dollars en 2003 à 9,1 milliards de dollars en février de cette année. Le FMI se retrouvera sans clients et sans rentrées budgétaires en peu de temps. Pour enrayer la crise, un rapport interne propose d'ailleurs de vendre une partie du stock d'or pour reconstituer des fonds propres.

**La démission de Paul Wolfowitz comme directeur de la Banque mondiale n'est donc pas uniquement due à une affaire de népotisme personnel?**

Il était déjà fort critiqué auparavant, parce que sa stratégie n'était pas claire du tout. On lui reprochait l'application de doubles standards en matière de lutte anti-corruption, des pays "amis" ayant bénéficié d'aides refusées à d'autres pays, alors que les problèmes de corruption étaient comparables. En plus Wolfowitz demandait, comme d'ailleurs l'administration Bush, de diminuer le budget de la Banque mondiale, sans expliquer pourquoi.

**Faut-il se réjouir de cette tendance des pays du Sud de se détourner des institutions de Bretton-Woods?**

Pas nécessairement. On vit quand même dans un monde qui a fortement besoin d'un système global stabilisé. On doit aussi pouvoir financer un certain nombre de biens publics mondiaux liés notamment aux questions environnementales, mais aussi en ce qui concerne des infrastructures sociales. Si l'on arrivait à redéfinir clairement le rôle du FMI comme stabilisateur et celui de la Banque mondiale comme financier de biens publics mondiaux, ce serait tout à fait utile. En plus, il serait important d'avoir une bonne coordination entre les dynamiques régionales qui sont en train de voir le jour. Il s'agit surtout d'éviter des conflits commerciaux entre régions qui ne seraient bénéfiques à personne.

**Pensez-vous que les discussions vont dans la direction que vous préconisez?**

Certains gouvernements, et non point des moindres, commencent à y réfléchir. La Grande-Bretagne a fortement critiqué Wolfowitz en allant jusqu'à retirer des fonds pour réorienter la stratégie de la Banque mondiale. La Norvège est très active en organisant des séminaires sur la taxe globale, les conditionnalités etc. Donc au-delà de ce qui se passe au Sud, il y a aussi des pays industrialisés qui réfléchissent à une réforme. Il faut évidemment être conscient du droit de veto qu'ont les Etats-Unis et du fait que l'administration Bush est plutôt allergique au multilatéralisme et aimerait voir le rôle des deux institutions s'affaiblir. Ceci dit, on peut imaginer les conséquences d'une crise en Chine dans le contexte actuel, et le danger que cela comporte pour les Etats-Unis et le système financier international. Mais c'est souvent dans le contexte de graves crises que des ambitions internationales naissent et que des rapports de forces se créent pour remettre en place un système de stabilisation. Comme cela fut le cas après la Deuxième Guerre Mondiale quand sont nées les institutions actuellement en crise.

Entretien: Richard Graf

**Conférence**

Arnaud Zacharie est directeur des programmes, de la recherche et du plaidoyer au Centre National de la Coopération au Développement en Belgique. Il a écrit plusieurs ouvrages sur les questions internationales dont "Le nouveau désordre international et les raisons d'en sortir" (2005) et "Le développement est-il un droit?" (2006). Il est l'invité de l'ASTM, des Amis du Monde diplomatique Luxembourg et de ATTAC Luxembourg pour une conférence intitulée "Quel financement pour quel développement?", le **jeudi 14 juin à 20 heures au Centre de Rencontre Neumünster.**